

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46667]

31 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif et des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation, modifiant l'arrêté royal du 15 mai 2009 établissant le montant des redevances à percevoir pour l'octroi, le renouvellement ou l'extension de l'agrément en tant que service technique pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules et abrogeant l'arrêté royal du 26 avril 2007 établissant les redevances à percevoir pour couvrir les frais de contrôle et de surveillance concernant les organismes chargés du contrôle des véhicules mis en circulation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020, et l'article 2, § 2, modifié par la loi du 23 décembre 1994 ;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif et des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation ;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 2007 établissant les redevances à percevoir pour couvrir les frais de contrôle et de surveillance concernant les organismes chargés du contrôle des véhicules mis en circulation ;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 2009 établissant le montant des redevances à percevoir pour l'octroi, le renouvellement ou l'extension de l'agrément en tant que service technique pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules ;

Vu l'avis de la Commission consultative wallonne administration-industrie, donné le 18 avril 2023 ;

Vu le rapport du 11 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 16 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — Modifications de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation

Article 1^{er}. L'article 1^{er}/1 de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif et des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est complété par les 5^o, 6^o et 7^o rédigés comme suit :

“ 5^o l'Administration : le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ;

6^o le Département : le Département de la Réglementation et de la Régulation des Transports ;

7^o la Commission IT : la commission composée de représentants de l'Administration et des organismes.

Concernant le 7^o, le fonctionnement de cette commission est régi par un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Ministre ou son délégué. ».

Art. 2. L'article 21 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 21. § 1^{er}. L'organisme introduit au plus tard le 1^{er} novembre un budget prévisionnel de recettes et dépenses de l'exercice à venir par envoi auprès du directeur général de l'Administration pour analyse.

Si un événement survient après la remise du budget et l'affecte négativement, l'organisme en informe immédiatement le directeur général de l'Administration et lui présente un budget adapté en conséquence par envoi dans les quinze jours après l'envoi de l'information auprès du directeur général de l'Administration.

§ 2. La budgétisation des dépenses informatiques est préalablement soumise à la Commission IT qui valide l'opportunité des développements informatiques, ainsi que leurs montants. ».

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté royal du 15 mai 2009 établissant le montant des redevances à percevoir pour l'octroi, le renouvellement ou l'extension de l'agrément en tant que service technique pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules

Art. 3. À l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 mai 2009 établissant le montant des redevances à percevoir pour l'octroi, le renouvellement ou l'extension de l'agrément en tant que service technique pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots “ le Service public fédéral Mobilité et Transports » sont remplacés par les mots “ le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures » ;

2^o le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

“ § 4. Les redevances sont payées conformément aux modalités indiquées dans la demande de paiement. ».

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté royal du 26 avril 2007 établissant les redevances à percevoir pour couvrir les frais de contrôle et de surveillance concernant les organismes chargés du contrôle des véhicules mis en circulation*

Art. 4. L'arrêté royal du 26 avril 2007 établissant les redevances à percevoir pour couvrir les frais de contrôle et de surveillance concernant les organismes chargés du contrôle des véhicules mis en circulation est abrogé.

Art. 5. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/46667]

31. AUGUST 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in den Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2009 zur Festlegung der Höhe der Gebühren für die Erteilung, Erneuerung oder Erweiterung der Zulassung als Technischer Dienst für die Genehmigung von Kraftfahrzeugen und Kraftfahrzeuganhängern sowie von Systemen, Bauteilen und selbstständigen technischen Einheiten für diese Fahrzeuge und zur Aufhebung des Königlichen Erlasses vom 26. April 2007 zur Festlegung der Gebühren zur Deckung der Kontroll- und Aufsichtskosten bezüglich der mit der Kontrolle der im Verkehr zugelassenen Kraftfahrzeuge beauftragten Einrichtungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen, Artikel 1, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 31. Juli 220 und Artikel 2 § 2, ersetzt durch das Gesetz vom 23. Dezember 1994;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. April 2007 zur Festlegung der Gebühren zur Deckung der Kontroll- und Aufsichtskosten bezüglich der mit der Kontrolle der im Verkehr zugelassenen Kraftfahrzeuge beauftragten Einrichtungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2009 zur Festlegung der Höhe der Gebühren für die Erteilung, Erneuerung oder Erweiterung der Zulassung als Technischer Dienst für die Genehmigung von Kraftfahrzeugen und Kraftfahrzeuganhängern sowie von Systemen, Bauteilen und selbstständigen technischen Einheiten für diese Fahrzeuge;

Aufgrund der am 18. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 11. April 2023;

Aufgrund des am 10. Juni 2023 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Juni 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 16. Juni 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten übermittelt wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungen am Königlichen Erlass vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind*

Artikel 1 - Artikel 1/1 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch die Ziffern 5, 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen;

6° Abteilung: die Abteilung Verkehrsregelung und -regulierung;

7° IT-Ausschuss: der Ausschuss, der sich aus Vertretern der Verwaltung und der Einrichtungen zusammensetzt.

In Bezug auf Ziffer 7 wird die Arbeitsweise dieses Ausschusses durch eine Geschäftsordnung geregelt, die vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt wird.

Art. 2 - Artikel 21 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 21 - § 1. Die Einrichtung reicht bis zum 1. November einen Haushaltsvoranschlag mit Einnahmen und Ausgaben für das kommende Haushaltsjahr ein, indem sie ihn an den Generaldirektor der Verwaltung zur Prüfung übermittelt.

Wenn nach der Vorlage des Haushaltsplans ein Ereignis stattfindet, das Letzteren negativ beeinflusst, informiert die Einrichtung unverzüglich den Generaldirektor der Verwaltung und legt ihm innerhalb von fünfzehn Tagen nach Absendung der Information an den Generaldirektor der Verwaltung einen entsprechend angepassten Haushaltsplan schriftlich vor.

§ 2. Die Eintragung der IT-Ausgaben in den Haushaltsplan wird vorab dem IT-Ausschuss vorgelegt, der die Zweckmäßigkeit der IT-Entwicklungen sowie deren Beträge bestätigt.”.

KAPITEL II — *Änderungen am Königlichen Erlass vom 15. Mai 2009 zur Festlegung der Höhe der Gebühren für die Erteilung, Erneuerung oder Erweiterung der Zulassung als Technischer Dienst für die Genehmigung von Kraftfahrzeugen und Kraftfahrzeuganhängern sowie von Systemen, Bauteilen und selbstständigen technischen Einheiten für diese Fahrzeuge*

Art. 3 - Artikel 1 des Königlichen Erlass vom 15. Mai 2009 zur Festlegung der Höhe der Gebühren für die Erteilung, Erneuerung oder Erweiterung der Zulassung als Technischer Dienst für die Genehmigung von Kraftfahrzeugen und Kraftfahrzeuganhängern sowie von Systemen, Bauteilen und selbstständigen technischen Einheiten für diese Fahrzeuge wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter “der Föderale Öffentliche Dienst Mobilität und Transportwesen” durch die Wörter “der Öffentliche Dienste der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen” ersetzt;

2° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 4. Die Gebühren werden gemäß den in der Zahlungsaufforderung angegebenen Modalitäten gezahlt.”.

KAPITEL III — *Änderung des Königlichen Erlasses vom 26. April 2007 zur Festlegung der Gebühren zur Deckung der Kontroll- und Aufsichtskosten bezüglich der mit der Kontrolle der im Verkehr zugelassenen Kraftfahrzeuge beauftragten Einrichtungen*

Art. 4 - Der Königliche Erlass vom 26. April 2007 zur Festlegung der Gebühren zur Deckung der Kontroll- und Aufsichtskosten bezüglich der mit der Kontrolle der im Verkehr zugelassenen Kraftfahrzeuge beauftragten Einrichtungen wird aufgehoben.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. August 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/46667]

31 AUGUSTUS 2023. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen, tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 mei 2009 tot vaststelling van het bedrag der vergoedingen te innen voor het toekennen, vernieuwen en uitbreiden van de erkenning als technische dienst voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd en tot opheffing van het koninklijk besluit van 26 april 2007 tot vaststelling van de retributies te innen voor de dekking der kosten van controle en toezicht betreffende de instellingen belast met de technische controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen**

De Waalse regering,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, artikel 1, laatst gewijzigd bij de wet van 31 juli 2020, en artikel 2, § 2, gewijzigd bij de wet van 23 december 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 2007 tot vaststelling van de retributies te innen voor de dekking der kosten van controle en toezicht betreffende de instellingen belast met de technische controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 2009 tot vaststelling van het bedrag der vergoedingen te innen voor het toekennen, vernieuwen en uitbreiden van de erkenning als technische dienst voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd;

Gelet op het advies van de Waalse Adviescommissie “administratie-industrie”, gegeven op 18 april 2023;

Gelet op het verslag van 11 april 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 2014 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juni 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 16 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen*

Artikel 1. Artikel 1/1 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt aangevuld met de punten 5°, 6° en 7°, luidend als volgt :

“5° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur;

6° het Departement: het Departement Regelgeving en Regulering van het vervoer;

7° de IT-Commissie: de commissie samengesteld uit vertegenwoordigers van de Administratie en instellingen.

Wat punt 7° betreft, wordt de werking van deze commissie geregeld door een huishoudelijk reglement, goedgekeurd door de Minister of zijn afgevaardigde.”.

Art. 2. Artikel 21 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

“Art. 21. § 1. De instelling dient uiterlijk op 1 november een vooruitlopende ontvangsten- en uitgavenbegroting van het komende begrotingsjaar ter analyse in bij de directeur-generaal Administratie.

Indien een evenement plaatsvindt na de indiening van de begroting en ze op negatieve wijze aantast, licht de instelling er de directeur-generaal van de Administratie onmiddellijk van in en stelt ze hem een bijgevolg aangepaste begroting voor binnen vijftien dagen na toezending van de informatie aan de directeur-generaal van de Administratie.

§ 2. De budgettering van IT-uitgaven wordt vooraf voorgelegd aan de IT-commissie, die de geschiktheid van IT-ontwikkelingen en de bedragen valideert.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 15 mei 2009 tot vaststelling van het bedrag der vergoedingen te innen voor het toekennen, vernieuwen en uitbreiden van de erkenning als technische dienst voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd;*

Art. 3. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 mei 2009 tot vaststelling van het bedrag der vergoedingen te innen voor het toekennen, vernieuwen en uitbreiden van de erkenning als technische dienst voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer” vervangen door de woorden “de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur”;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

“ § 4. De vergoedingen worden betaald overeenkomstig de in het betalingsverzoek vermelde voorwaarden.”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het koninklijk besluit van 26 april 2007 tot vaststelling van de retributies te innen voor de dekking der kosten van controle en toezicht betreffende de instellingen belast met de technische controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;*

Art. 4. Het koninklijk besluit van 26 april 2007 tot vaststelling van de retributies te innen voor de dekking der kosten van controle en toezicht betreffende de instellingen belast met de technische controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen wordt opgeheven.

Art. 5. De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE